

## ***Voter front de gauche pour des élus combattifs porteurs des aspirations populaires***

Le budget du conseil général c'est 1,5 milliards d'euros d'intervention publique sur l'ensemble du territoire.

(cf compétences : <http://mondpt.fr/2015/02/25/a-quoi-serve-le-conseil-departemental/> )

Le désengagement de l'Etat et la réforme territoriale visent la dévitalisation de l'institution départementale. La question et l'enjeu de l'élection est de se doter d'une majorité pour conserver une intervention forte du département sur l'ensemble du territoire.

La baisse des dotations d'Etat représente 26 millions d'euros en 2015 et 85 millions d'euros en 2017.

L'action sociale représente 60% du budget de fonctionnement.

La compétence générale qui permet d'intervenir en soutien au monde associatif, aux communes, c'est 109 millions d'euros.

Sur les compétences obligatoires : la conséquence des politiques d'austérité c'est la baisse de moyens humains pour les MDSI et l'accompagnement social, la protection de l'enfance et la prévention, l'aide à la personne.

La rénovation des collèges en particulier dans des zones sorties du réseau d'éducation prioritaire : la question des moyens maintenus ne concerne pas seulement l'Etat mais aussi le département en terme de personnels TOS et de rénovation des collèges existant.

La droite propose de réduire d'encore 100 millions d'euros ce budget de fonctionnement notamment en faisant disparaître des MDSI et en ne remplaçant pas les fonctionnaires partant en retraite.

L'investissement c'est environ 200 millions d'euros qui sont réinjectés directement dans l'économie locale au travers de programmes de constructions notamment.

Ce budget a diminué de 30 millions d'euros. Alors que le financement de la LGV a coûté 150 millions d'euros depuis le départ de la compensation du désengagement de l'Etat.

Le PPP conduisant à la construction de 5 MDSI est un gouffre pour l'institution : non seulement le CG a financé à 95% l'emprunt pour la construction mais doit payer VINCI un loyer pour els 25 années à venir.

Il faut en finir avec les logiques d'austérité et de livrer au secteur marchand et aux banques des pans entiers de l'activité du département.